FL. Coordination (2) L.5126/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 7 mars 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné le 26 mars 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1956 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 augustus 1948", heeft de 26e maart 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet vise à modifier sur différents points le statut des agents de l'administration d'Afrique .

Article 1er.

Cette disposition accorde au Gouverneur général le droit de déléguer les pouvoirs qui lui sont attribués par le premier alinéa, au secrétaire général et aux gouverneurs de province.

Pour mieux marquer qu'il ne s'agit que des pouvoirs dont il est question à cet article, il ne serait pas inutile de remplacer au second alinéa le mot "ses" par "ces".

Article 2.-

L'alinéa 2 gagnerait en clarté si on remplaçait le mot "dernier" par "commissionnement". En outre les expressions "Auquel cas" et "recalculé" seraient avantageusement remplacées par "En ce cas" et "calculé de nouveau".

Article 4.

Le dernier alinéa, tel qu'il est rédigé, excède les intentions du Gouvernement.

.../...

Prise à la lettre, cette disposition aurait pour effet ,en cas de promotion avec effet rétroactif, d'attribuer à l'intérimaire, pour l'exercice simultané des mêmes fonctions, deux suppléments : une indemnité pour l'exercice ad interim et une majoration de traitement à la suite de sa promotion.

Il y a cependant lieu de maintenir les indemnités afférentes au commissionnement dans la mesure où elles dépassent le supplément de traitement correspondant à son nouveau grade.

Article 5.

Les effets du transfert seraient, en ce qui concerne le traitement du stagiaire, plus clairement indiqués si on remplaçait les mots "dès lors" par "à partir de cette date".

Article 10.

La virgule qui se trouve à la première ligne de la disposition après le mot "agents" trouverait mieux sa place après le mot "congé".

A ce même paragraphe 1er, 4ème ligne, il conviendrait de répéter les mots "à les" devant le mot "accompagner".

Article 11.

Afin d'éviter toute confusion au sujet de l'autorité qui doit joindre son avis au recours introduit par l'agent, il s'indiquerait, aux trois dernières lignes, de supprimer les mots "qui a dressé le bulletin de signalement".

Article 12.

Dans le texte du nouvel article 112 bis, second alinéa, une virgule a été oubliée après "le secrétaire provincial",et les mots "selon le cas" sont à ajouter.

Au quatrième alinéa, on remplace les mots "lui reconnu par ..." par "que lui reconnaît ...".

Article 13.

Cet article qui, en fait, remplace les articles 113 et 113bis du statut, renferme trois dispositions d'un ordre différent. Les trois premiers alinéas visent à désigner l'autorité compétente, qui attribue définitivement le signalement des agents. Les deux alinéas qui suivent prescrivent,d'une part,les formalités à observer quand des modifications sont apportées au bulletin de signalement et organisent ,d'autre part ,le recours que l'agent peut exercer à la suite des modifications apportées. L'article dispose enfin pour le cas où l'autorité ne peut faire droit à l'agent.

.../...

La portée de ces dispositions ressortirait mieux si l'article était subdivisé en deux paragraphes : le premier comporterait les trois premiers alinéas et le second les deux alinéas qui suivent. Quant au renvoi du recours devant le comité et le recours des membres européens de la force publique, qui forment les deux derniers alinéas de cet article, ils feraient l'objet d'un article distinct à insérer dans le statut comme article 113 bis.

\+

\+ +

Ainsi qu'il a été dit pour l'article 12 du projet, il conviendrait, à l'alinéa 5, de remplacer les mots "lui reconnu par" par les mots "que lui reconnaît ... ".

\+

\+ +

Il ne ressort pas suffisamment du texte de cet article que l'avant-dernier alinéa s'applique au recours introduit par l'agent peu importe l'échelon. D'autre part, il ne résulte pas de ce texte que l'avis du comité donné, l'autorité compétente arrête définitivement le signalement.

Quant aux recours introduits par les membres du cadre européen de la force publique, cette disposition devrait, en ce qui concerne la forme, s'inspirer de celle de l'article 113.

Le Conseil d'Etat propose dès lors pour les deux derniers alinéas, la rédaction suivante :

"Article 113bis.-

§ 1er. Lorsque l'autorité chargée d'attribuer définitivement le signalement estime ne pas pouvoir faire droit au recours introduit par l'agent, soit en vertu de l'article 112, soit en vertu de l'article 112bis, soit en vertu de l'article 113, suivant le cas, elle soumet le recours, accompagné des avis des autorités qui sont intervenues dans le signalement, au comité du personnel compétent ou au comité supérieur du personnel suivant le cas.

Le comité communique son avis à l'autorité qui l'a saisi. Celle-ci attribue définitivement le signalement.

§ 2. Sont exclus du recours auprès du comité supérieur du personnel ou du comité du personnel, les officiers et les sous-officiers du cadre européen de la force publique ".

Article 24.

Si le texte proposé à l'article 13 peut être adopté, l'abrogation de l'article 113bis qui est proposée au 2° de cet article ne se justifie plus.

Quant au 3°, l'abrogation de l'article 125, alinéa 2, aura pour effet que la promotion de grade cessera d'être subordonnée à une reconnaissance de l'aptitude à l'avancement et que l'agent dont l'inaptitude a été dûment constatée pourra être promu.

.../...

Cette disposition vide de sa substance le statut en tant qu'il subordonne l'avancement de grade à des critères objectifs.

On peut dès lors se demander dans quelle mesure le titre IX du statut, en tant qu'il organise le signalement relatif à l'avancement de grade, se justifie encore.

Article 26.

Cet article confère à toutes les dispositions du projet un effet rétroactif qui remonte tantôt au 1er janvier 1955, tantôt au 1er juillet 1955, tantôt au 1er janvier 1956.

Faute d'une disposition légale qui l'autoriserait, il n'a de fondement légal que dans la mesure où il ne peut avoir pour effet de revenir, au préjudice des intéressés, sur des situations régulièrement constituées sous l'empire de la réglementation en vigueur à l'époque où ces situations se sont constituées ou sur les effets qu'elles ont produits sous cette réglementation. Il ne pourrait non plus, sans excéder les pouvoirs du Roi, rendre réguliers des situations ou des effets qui n'auraient pas été régulièrement acquis sous l'empire de la réglementation en vigueur à l'époque.

A cet égard, l'article est spécialement sujet à caution en tant qu'il confère un effet rétroactif à l'article 6 et à l'article 24, 3°, du projet.

Doel van het ontwerp is, het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika in verscheidene opzichten te wijzigen.

Artikel 1.

Deze bepaling verleent aan de Gouverneur-generaal het recht de hem bij het eerste lid toegekende bevoegdheden aan de secretaris-generaal en aan de provinciegouverneurs op te dragen.

Om beter te doen uitkomen dat zulks alleen geldt voor de in het artikel genoemde bevoegdheden, kan het zijn nut hebben in het tweede lid het woord "zijn" door "dèze" te vervangen.

Artikel 2.

Het tweede lid, Franse tekst, zou aan duidelijkheid winnen, indien in de plaats van het woord "dernier" het woord "commissionnement" stond. Voorts zouden de uitdrukkingen "Auquel cas" en "recalculé" gevoeglijk door "En ce cas" en "calculé de nouveau" kunnen worden vervangen.

Artikel 4.

De ontworpen tekst van het laatste lid gaat verder dan de Regering bedoelt.

.../...

Naar de letter opgevat, betekent deze bepaling dat, in geval van terugwerkende bevordering, aan de interimair voor het tegelijkertijd uitoefenen van dezelfde functies, een dubbele bijslag wordt toegekend: een vergoeding voor het waarnemen ad interim en een weddeverhoging ingevolge zijn bevordering.

De aan de aanstelling verbonden vergoedingen dienen nochtans te worden gehandhaafd in zover zij de met de nieuwe graad samengaande weddebijslag te boven gaan.

Artikel 5.

De uitwerking van de overgang zou, wat de wedde van de stagiaire betreft, duidelijker worden indien in de Franse tekst de woorden "dès lors" werden vervangen door "à partir de cette date".

Artikel 10.

In de eerste regel van deze bepaling, Franse tekst, ware de komma na "agent" beter op haar plaats na "congé".

Voorts verdient het aanbeveling in dezelfde paragraaf 1, vierde regel, de woorden "à les" te herhalen vóór het woord "accompagner".

.../...

Artikel 11.

Ter voorkoming van alle misverstand omtrent de overheid die haar advies bij het door het personeelslid ingediende beroep heeft te voegen, late men in de voorlaatste regel de woorden "die het signalementsblad heeft opgemaakt" weg.

Artikel 12.

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 112 bis, tweede lid, ontbreekt een komma na "secrétaire provincial"; in het vierde lid vervange men de woorden "lui reconnu par" door "que lui reconnaît".

In de Nederlandse tekst voege men aan het slot van het tweede lid de woorden toe : "naar gelang van het geval".

Artikel 13.

Dit artikel, dat in feite de artikelen 113 en 113 bis van het statuut vervangt, bevat drie bepalingen van verschillende aard. De eerste drie alinea's dienen om te bepalen welke overheid bevoegd is om het signalement der beambten definitief toe te kennen. Van de volgende twee alinea's schrijft de ene voor welke formaliteiten in acht te nemen zijn wanneer in het signalementsblad wijzigingen worden aangebracht, en stelt de andere ten voordele van de beambte beroep open tegen de aangebrachte wijzigingen.

.../...

Tenslotte treft het artikel voorzieningen voor het geval dat de overheid aan de beambte "geen voldoening kan schenken".

De strekking van deze bepalingen zou beter tot uiting komen indien het artikel werd gesplitst in twee paragrafen, die onderscheidenlijk uit de eerste drie en uit de volgende twee alinea's zouden bestaan. De bepalingen aangaande de verwijzing van het beroep vóór het comité en aangaande het beroep vanwege Europese leden der weermacht, die de laatste twee alinea's van het artikel vormen, zouden dan in een afzonderlijk artikel worden ondergebracht, welk artikel onder nummer 113 bis in het statuut zou worden ingevoegd.

\+

\+ \+

Zoals reeds naar aanleiding van artikel 12 is opgemerkt, zijn in het vijfde lid, Franse tekst, de woorden "lui reconnu par" door "que lui reconnaît" te vervangen.

\+

\+ \+

In de tekst van het artikel komt niet genoegzaam tot uitdrukking, dat het voorlaatste lid op het door de beambte ingestelde beroep toepassing vindt,

.../...

ongeacht de instantie. Uit de tekst treedt voorts niet naar voren dat de bevoegde overheid het signalement definitief vaststelt wanneer het comité eenmaal zijn advies heeft gegeven.

Tenslotte moet de bepaling waarin het beroep vanwege leden van het Europees kader der weermacht aan de orde komt, naar de vorm aansluiten bij artikel 113.

De Raad van State stelt dan ook voor, de laatste twee alinea's te lezen als volgt :

"Artikel 113 bis.-

§ 1. Wanneer de overheid die het signalement definitief moet toekennen, oordeelt niet te kunnen ingaan op het beroep dat de beambte hetzij krachtens artikel 112, hetzij krachtens artikel 112 bis, hetzij krachtens artikel 113, naar gelang van het geval, heeft ingesteld, legt zij het beroep, samen met de adviezen van de bij het signalement betrokken overheden, voor aan het bevoegde personeelscomité of aan het hoger personeelscomité, naar gelang van het geval.

Het comité deelt zijn advies mede aan de overheid die het beroep heeft voorgelegd. Deze kent het signalement definitief toe.

§ 2. Van beroep bij het hoger personeelscomité of bij het personeelscomité zijn uitgesloten de officieren en onderofficieren van het Europees kader der weermacht".

.../...

Artikel 24.

Wordt de in artikel 13 voorgestelde tekst aangenomen, dan is de onder 2° voorgenomen opheffing van artikel 113 bis niet meer verantwoord.

De onder 3° voorgenomen opheffing van artikel 125, tweede lid, zal dit gevolg hebben dat het niet langer nodig is geschikt te zijn bevonden om te worden bevorderd en dat de beambte wiens ongeschiktheid behoorlijk vastgesteld werd, kan worden bevorderd.

Deze bepaling komt neer op een uitholling van het statuut in zover dit de bevordering tot een hogere graad aan objectieve criteria onderwerpt.

De vraag is dan ook in hoever titel IX van het statuut nog verantwoord is in zijn bepalingen terzake van het signalement met het oog op bevordering tot een hogere graad.

Artikel 26.

Dit artikel doet alle bepalingen van het ontwerp of wel tot 1 januari 1955, of wel tot 1 juli 1955, of nog tot 1 januari 1956 terugwerken.

Bij ontstentenis van een wetsbepaling die daartoe machtiging verleent, heeft het artikel alleen rechtsgrond voor zover daarmee niet ten nadele van de betrokkenen teruggekomen wordt op toestanden, die regelmatig zijn gevormd onder de destijds geldende regeling,

.../...

of op de gevolgen welke die toestanden onder dezelfde regeling hebben gehad. Evenmin kan het, zonder 's Konings bevoegdheid te overschrijden, toestanden of gevolgen regelmatig maken, die onder de destijds geldende regeling niet regelmatig mochten zijn verkregen.

In dit opzicht doet het artikel vooral twijfel rijzen waar het terugwerkende kracht verleent aan de artikelen 6 en 24, 3°, van het ontwerp.

---

a chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

essieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
e Heren : raadsheer van State, voorzitter,

J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.